

Mots. Les langages du politique

71 (2003)

Mondialisation(S)

Sophie Bérout et Josette Lefèvre

Présentation

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Sophie Bérout et Josette Lefèvre, « Présentation », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 71 | 2003, mis en ligne le 03 juin 2008. URL : <http://mots.revues.org/8833>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : ENS Éditions

<http://mots.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://mots.revues.org/8833>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© ENS Éditions

Présentation

La dernière décennie du 20^e siècle aura vu se répandre l'usage du mot mondialisation et de son « frère siamois », d'origine anglo-saxonne, globalisation. À l'image de la totalité sociale qu'ils entendent désigner – ensemble par rapport auquel chaque partie est intégrée – les deux termes se sont amplement diffusés et ont envahi l'espace de la quotidienneté. Chargés d'un sens approximatif, ils ont surtout été compris, au travers du discours médiatique, comme la clef d'explication de phénomènes nouveaux. Les lexies se sont d'ailleurs largement autonomisées par rapport à leur référent, la simple mention de la mondialisation ou de la globalisation pouvant servir à entériner une argumentation, à clore un débat, voire à disqualifier un adversaire politique. Fait incontestable, la mondialisation serait à admettre et non à critiquer, au risque d'une certaine « naturalisation » du discours.

Pourtant, dès la fin des années 1990, des mouvements collectifs – associations, organisations non gouvernementales (ONG), syndicats de paysans et de salariés – ont manifesté leur opposition face à l'idéologie véhiculée de façon implicite, et parfois explicite, par la dite mondialisation. En juillet 1997, le sous-commandant Marcos et son Armée zapatiste de libération nationale ont organisé au Chiapas la Première rencontre internationale pour l'Humanité et contre le néo-libéralisme. Du 23 au 25 février 1998, à Genève, la Conférence mondiale pour l'Action globale des peuples a ouvert la voie à des discussions portant sur les moyens nécessaires pour coordonner une résistance planétaire. À Seattle, le 30 novembre 1999, une manifestation de 50 000 personnes a dénoncé l'ouverture du nouveau round de négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et véritablement lancé ce qui a été désigné, à partir de là, comme le mouvement antimondialisation ou antiglobalisation. Fortement médiatisés, les manifestations organisées contre le Fonds monétaire international (FMI), contre la Banque mondiale et contre les sommets des pays les plus industrialisés du monde (G8), les campagnes pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde ainsi que les Forums sociaux de Porto Alegre ont réussi à enrayer l'imposition d'un vocabu-

laire dominant, en pointant d'autres interprétations possibles des phénomènes en cours. Pour ces mouvements sociaux, en effet, la mondialisation relève tout autant du fait que du processus. Mondialisation constitue donc non seulement un mot polysémique mais aussi un mot polémique, faisant l'objet de conflits idéologiques intenses et de luttes sociales devenues aujourd'hui centrales.

Selon Michel Beaud, il s'avère possible de définir, de façon analytique, trois acceptions du terme mondialisation¹. Celui-ci renvoie, en premier lieu, à l'extension d'une activité, d'une technique, d'un problème ou d'une langue (entre autres exemples) à l'échelle de la planète. Cette première signification semble apparemment neutre et sert à qualifier y compris des phénomènes historiques anciens (comme la mondialisation de l'agriculture). Cet usage est relevé par le Trésor de la langue française dans les années 1960 (1928 pour le verbe se mondialiser). Une deuxième acception rend compte de la multiplication et de l'intensification des interdépendances au niveau mondial. La notion de processus est ici sous-entendue et renvoie directement à l'analyse de la relation causale qui permet de l'éclairer. Ainsi, ce deuxième sens n'est-il pas séparable d'une analyse du système économique dans lequel prennent place ces interdépendances. Des débats se sont greffés sur ce thème dans la mesure où, pour un certain nombre d'économistes et d'historiens, le phénomène ainsi désigné ne présente pas de réelle nouveauté. Dès la seconde moitié du 19^e siècle, la croissance des échanges commerciaux et financiers a été interprétée comme l'instauration progressive d'un marché mondial :

Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations. Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays.

Extraite du Manifeste du Parti communiste², cette citation décrit effectivement une réalité vieille de plus d'un siècle et demi. Une troisième acception, enfin, restitue un « mouvement organique englobant », dans le cadre duquel

1. « Sept questions transversales sur la mondialisation », 1999, dans M. Beaud, O. Dollfus et alii (*Gemdev*), *Mondialisation, les mots et les choses*, Paris, Karthala, p. 207.

2. K. Marx, F. Engels, 1966, (1848), *Le Manifeste du Parti communiste*, Paris, Éditions sociales, p. 35.

des réalités déterminantes (productives, monétaires, financières, culturelles, environnementales, etc.) se développent de manière organique à l'échelle de la planète en influant de façon marquante l'ensemble des réalités sociales régionales, nationales et locales³.

Là encore, la compréhension du référent désigné par mondialisation n'est pas dissociable d'une histoire sur le long terme des cycles du capitalisme. La singularité de la période contemporaine proviendrait du niveau atteint par ces formes d'intégration. Le prolongement des dynamiques sociales antérieures aurait débouché sur un changement qualitatif, rendu manifeste par la prédominance actuelle du capitalisme financier.

L'énoncé de ces trois valeurs du terme mondialisation paraît intéressant, mais quelque peu insuffisant quant aux connexions qu'il suggère. Comme le fait remarquer René Dagorn dans le même ouvrage collectif réalisé sous l'égide du Gemdev⁴, l'apparition du mot parle aussi du renforcement de la vision du monde qu'il vient servir. Lorsque Marshall McLuhan célèbre l'avènement du village planétaire en 1968 (lire à ce sujet la chronique de M. Szczepanski), il entérine la toute-puissance acquise par les médias, dont la télévision, et attribue aux techniques de communication le pouvoir de placer tous les individus sur le même plan d'égalité. Dans la société mondiale, dominée par les valeurs libérales, les inégalités sociales disparaissent par magie. Au cours des années 1980, l'usage du terme mondialisation se répand à partir d'une analyse du rôle joué par les firmes multinationales. La rentabilité financière des entreprises et grâce à elle, la satisfaction des actionnaires, devient l'épicentre du marché mondial. L'extrême mobilité des capitaux est célébrée comme une liberté nouvelle, une victoire du marché sur l'État. De ce point de vue, le mot globalisation, emprunté à la langue anglaise, se révèle plus directement illustratif des logiques qui guident la réalisation des mutations économiques que le terme de mondialisation.

L'effondrement de l'URSS, et par là même la disparition de toute alternative – quel qu'ait été le jugement porté sur sa nature – face au système capitaliste, achève de donner corps à l'hypothèse d'une mondialisation néo-libérale au caractère irréversible. Le mot mondialisation ne se diffuse cependant pas tout seul : il est porté par les multinationales comme par

3. « Sept questions transversales sur la mondialisation », op. cit., p. 207.

4. R. Dagorn, 1999, « Une brève histoire du mot mondialisation » dans M. Beaud, O. Dollfus et alii, *Mondialisation, les mots et les choses*, p. 187-204.

les organismes financiers internationaux. Il s'insère dans des rapports de force, dans la construction d'une hégémonie qui pourrait aussi être qualifiée, si le terme ne paraissait pas obsolète, de nouvel impérialisme.

À partir du milieu des années 1990, le terme mondialisation devient incontournable. Comme le montrent à la fois C. Gobin, à propos de la Confédération européenne des syndicats (CES) et J. Lefèvre, au sujet des confédérations syndicales françaises, la désignation de ces évolutions socio-économiques se traduit soit par l'adoption a-critique de la vision du monde qu'elle véhicule, soit par un rejet pauvre en contenu. Les analyses plus percutantes, produites à la fin des années 1970, sont paradoxalement remises. L'adoption du mot mondialisation en chasse d'autres, comme Tiers-monde. Il devient plus difficile de qualifier l'extension des rapports marchands à l'ensemble des activités humaines, tandis que, sous les coups de boutoirs des secteurs financiers, le démantèlement de l'État-providence se poursuit. J.-C. Deroubaix montre comment les premières mobilisations contre l'Accord sur les investissements multilatéraux (AMI) ont conduit le monde des affaires et les gouvernements à modifier leur tactique, en procédant de manière plus discrète au travers d'accords bilatéraux de protection et de promotion des investissements (ABI). Le jeu sur la désignation ne modifie cependant pas le contenu de ce qui est négocié. Ailleurs, dans d'autres zones régionales, l'interdépendance croissante des économies devient tangible sur des questions précises : l'abandon de la souveraineté alimentaire, au Japon, véritable drame national au regard de la culture de ce pays et de son histoire, contraint ainsi les responsables politiques à déployer une rhétorique de la justification (Th. Guthmann).

Objet de lectures divergentes, conflictuelles, la mondialisation n'apparaît plus aujourd'hui comme un fait sans aspérité. L'hégémonie du néolibéralisme est contestée à l'aune de ses conséquences les plus néfastes pour l'environnement et le bien-être de tous. L'accroissement des inégalités sociales, la concentration des richesses, l'extension de la pauvreté renforcent les critiques. Cependant, face aux attaques qu'ils ont à subir et qui se traduisent par une tentative de criminalisation de leurs leaders, les mouvements opposés à la mondialisation libérale se voient sommés d'investir une dimension plus positive et de cesser de se définir par la seule négativité. Au sein des organisations syndicales internationales et nationales, la référence à la clause sociale sert de fil conducteur encore très timide à un renouvellement des conceptions de l'internationalisme ouvrier (S. Bérout). À Porto Alegre comme à Millau, les collectifs qui se situent à la pointe du mouvement antimondialisation libérale ont commencé à débattre d'une mise en commun, à l'échelle mondiale, de valeurs

alternatives à celles imposées par le marché capitaliste. Du respect de la diversité culturelle à la solidarité ville/campagne, B. Mésini propose ici un premier inventaire des thèmes centraux de la nébuleuse altermondialiste.

Pour sa part, A. Bizet analyse dans la chronique « Des mots en politique » les positions et les intérêts contradictoires concernant la dénomination géopolitique de Timor. Quant à la rubrique « Méthodes » elle présente un article de C. Oger et C. Ollivier-Yaniv qui découvre l'intérêt du rapprochement entre analyse du discours et sociologie compréhensive. Les concepts fondateurs des deux disciplines permettant d'élaborer une réflexion sur la construction du sens sont ainsi présentés et analysés.

Une bibliographie spécialisée et ciblée termine cette étude, sans la clore, sur les mondialisations, qui guidera le lecteur dans l'océan de publications que la thématique a suscitées. Ce numéro de Mots n'est toutefois qu'un premier pas dans le travail de systématisation qu'il faut mener pour comprendre la nature de ce vocabulaire qui circule avec le mot-thème mondialisation. L'émergence, toute récente, de la forme plurielle mondialisations (5 occurrences sont répertoriées dans le CDROM du Monde diplomatique 1980-2000, et 2 dans le corpus ATTAC) apporte la preuve que la guerre des mots bat son plein, espérons donc que la politique ait le dernier mot :

Car ce langage est pouvoir. Entre les deux silences de la relation sociale que sont la violence et l'obéissance, la politique est l'espace médiateur où l'on se parle. Marchands d'illusion que tous ces mots ? Tout se jouerait sans nous, hors le théâtre. Mais l'illusion elle-même ne témoigne-t-elle pas d'une insécurité du pouvoir ? Rien n'est jamais acquis à l'ordre, et surtout pas sa force (Maurice Tournier, Avant-propos, Mots, 18, mars 1989).

Sophie Bérout, Josette Lefèvre